

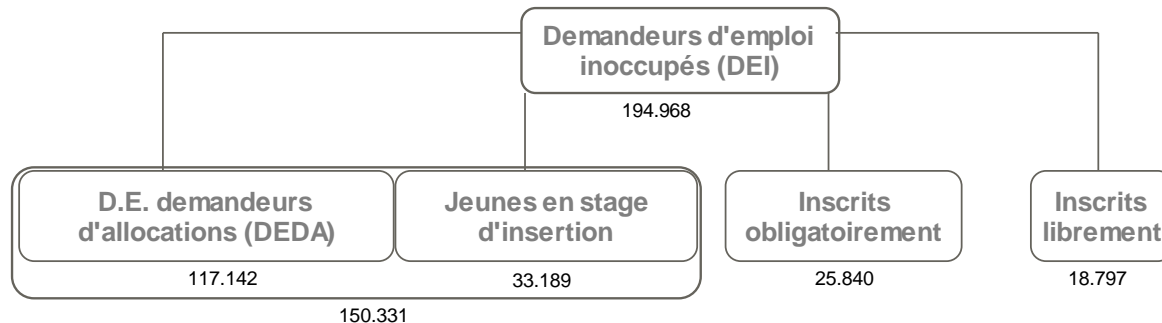
COMMUNIQUÉ DE PRESSE

03 juin 2022

La demande d'emploi se stabilise en Wallonie

Le nombre de demandeurs d'emploi inoccupés se stabilise à un an d'écart en Wallonie pour atteindre 194.968 demandeurs d'emploi inoccupés (+ 0,1 %). Le nombre de demandeurs d'emploi demandeurs d'allocation continue de baisser (- 7,3 %). D'un autre côté, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits librement augmente à nouveau suite à la reconduction automatique de leur inscription depuis le début de l'année. Au mois de mai, le Forem a diffusé près de 49.500 offres d'emploi, soit 46 % de plus qu'il y a un an.

Fin mai 2022, le nombre de demandeurs d'emploi inoccupés (DEI) en Wallonie comprend 117.142 demandeurs d'emploi demandeurs d'allocation (dont 1.314 en Communauté germanophone) et 33.189 jeunes en stage d'insertion professionnelle (dont 133 en Communauté germanophone). S'y ajoutent 25.840 demandeurs d'emploi inscrits obligatoirement et 18.797 demandeurs d'emploi inscrits librement.



Sources : le Forem, ADG ; calculs : le Forem

Au total, la Wallonie compte donc 194.968 demandeurs d'emploi inoccupés, dont :

- 53 % sont des hommes ;
- 18 % sont âgés de moins de 25 ans, 26 % ont 50 ans et plus ;
- 45 % sont au plus diplômés de l'enseignement secondaire du 2^{ème} degré ;
- 22 % sont inoccupés depuis moins de six mois et 45 % depuis deux ans et plus.

Ils représentent 12,2 % de la population active wallonne. Ce taux de demande d'emploi était de 12,1 % en mai 2021, et de 12,9 % en mai 2020.

204 demandeurs d'emploi inoccupés de plus qu'il y a un an

Le nombre de demandeurs d'emploi inoccupés s'inscrit au mois de mai dans une situation de quasi statu quo : + 0,1 %, soit 204 personnes de plus dans la demande d'emploi wallonne. En se penchant sur l'évolution des différentes catégories administratives, le constat est plus contrasté : d'une part, le nombre de demandeurs d'emploi demandeurs d'allocations s'inscrit à la baisse (- 7,3 %) par rapport à fin mai 2021, soit 9.195 personnes de moins. Le nombre de DE inscrits obligatoirement diminue également de 13,2 % entre la fin des mois de mai 2021 et 2022 (- 3.915 personnes). D'autre part, l'effectif des jeunes inscrits au Forem au terme de leurs études connaît une hausse de 18,6 % par rapport à il y a un an, soit 5.205 personnes de plus.

En route vers le nouvel accompagnement

Depuis le 1^{er} janvier 2022, certains demandeurs d'emploi qui devaient faire une démarche spécifique tous les trois mois, pour maintenir leur inscription active, ne doivent plus le faire. Ce changement, qui affecte les évolutions statistiques, notamment la catégorie des demandeurs d'emploi inscrits librement, vise surtout à **simplifier les démarches administratives des personnes en recherche d'emploi** et à leur permettre de **continuer de bénéficier de l'offre de services gratuite du Forem**. Cette évolution est le fruit du nouvel accompagnement des personnes en vue de leur insertion dans l'emploi, qui entrera progressivement en vigueur au Forem cette année. Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits librement augmente donc de 8.109 unités à un an d'écart (+ 75,9 %). L'écart annuel relatif à cette catégorie restera affecté jusqu'à la fin de cette année.

Le volume de la demande d'emploi continue à se contracter parmi les personnes inoccupées depuis six mois à moins de deux ans ; soit environ la période la plus marquée de la crise sanitaire. On relève une baisse de 13,4 % du nombre de personnes inoccupées depuis un an à moins de deux ans et une baisse de 6,0 % des effectifs inoccupés depuis six mois à moins d'un an.

Cependant, le nombre de personnes le plus récemment entrées dans la demande d'emploi (moins de six mois) augmente de 5,8 % à fin mai 2022, comparativement à fin mai 2021. De même, à partir de deux ans d'inoccupation, les effectifs évoluent à la hausse : + 7,5 % de personnes inoccupées depuis deux à moins de cinq ans et + 4,2 % de personnes comptant cinq ans ou plus d'inoccupation.

La décrue de la demande d'emploi se maintient, entre fin mai 2021 et fin mai 2022, parmi les personnes âgées d'au moins 40 ans : - 1,2 % de personnes âgées de 40 à moins de 50 ans, et - 3,3 % de personnes âgées d'au moins 50 ans.

Néanmoins, une augmentation de 3,5 % du nombre de DEI âgés de moins de 25 ans est enregistrée à un an d'écart. Les hausses sont moins fortes s'agissant des personnes âgées de 25 à moins de 30 ans (+ 1,9 %) ou âgées de 30 à moins de 40 ans (+ 1,5 %).

2.323 demandeurs d'emploi inoccupés de moins qu'il y a un mois

Le nombre de DEDA et de jeunes en stage d'insertion diminue de 3.172 unités (- 2,1 %) entre fin avril et fin mai 2022. En considérant également les deux autres catégories administratives (DE inscrits obligatoirement et librement), la demande d'emploi recule de 1,2 %, ce qui correspond à une diminution nette de 2.323 personnes.

46 % d'opportunités d'emploi de plus qu'il y a un an

Au cours du mois de mai 2022, le Forem a diffusé 49.462 offres d'emploi. C'est 46 % d'opportunités d'emploi de plus qu'au mois de mai 2021. Simultanément, 14.846 offres en provenance des autres Services Publics de l'Emploi ont été publiés sur le site du Forem.

Tous les secteurs d'activité (sauf celui des industries extractives) **affichent des besoins de recrutement en hausse** par rapport au mois de mai 2021.

Les plus fortes hausses du nombre d'opportunités d'emploi s'observent dans :

- L'administration publique : + 67 % par rapport à mai 2021, pour 1.693 postes proposés en mai 2022 ;
- Le secteur du transport, de l'entreposage, des postes et télécommunications : + 33 %, pour 2.463 postes en mai 2022 ;
- Le secteur agricole (et chasse et sylviculture) : + 24 %, pour 405 postes ;
- L'industrie manufacturière (+ 24 %), avec toutefois des besoins variables selon les branches d'activités, dont notamment :
 - la fabrication de matériel de transport (+ 53 % ; 377 postes ce mois de mai) ;
 - les industries agricoles et alimentaires (+ 32 % ; 1.218 postes) ;
 - la fabrication de machines et équipements (+ 28 % ; 724 postes) ;
 - l'industrie chimique (+ 12 % ; 742 postes).
- L'Horeca : + 23 %, 1.355 postes ;
- Les services collectifs, sociaux et personnels : + 21 % ; 1.168 postes ;
- Le commerce de gros et de détail : + 13 %, 3.919 postes ;
- La santé et l'action sociale : + 12 %, pour 2.306 postes.